INDUSTRIE, EMPLOI

PRENONS LE POUVOIR

SUR LES MARCHES FINANCIERS

Bordeaux, Épinal, Lyon, Marseille, Paris, Rennes, Toulouse, Clermont-Ferrand, les salariés manifestent dans toute la France, le 9 octobre pour l'emploi et les industries, dans le cadre de la journée européenne d'actions de l'industrie, à l'appel de la Confédération européenne des syndicats (CES) et de la CGT. Le PCF et le Front de gauche soutiennent ces mobilisations. L'industrie c'est le moteur de l'économie. 3 millions de chômeurs, ça suffit ! Prenons le pouvoir sur les marchés financiers!

Le cap des 3 millions de chômeurs, constitue une alerte extrêmement grave. Et encore, ce chiffre ne prend en compte que les personnes n'ayant pas du tout travaillé en France métropolitaine. Au total, ce sont donc près de 5 millions de salariés privés d'emploi que compte notre pays aujourd'hui, DOM compris.

Ce désastre peut tourner à la catastrophe si l'on ne rompt pas enfin et définitivement avec la politique mise en œuvre par Sarkozy. Avec la flexicurité et la recherche d'un « compromis historique » sur la baisse du coût du travail, avec le recul du droit du travail, comme le demande le MEDEF, au lieu de sécuriser l'emploi et la formation et de faire reculer les coûts du capital (intérêts, dividendes...), on ne ferait qu'aggraver les difficultés de l'emploi, l'insuffisance des qualifications et la faiblesse de la croissance. Le Traité européen (TSCG), en condamnant à perpétuité les peuples à l'austérité, redoublerait en ce sens.

Certains à gauche se bouchent le nez quand ils entendent parler d'industrie J'aimerais leur rappeler que leur Ipad, leur scooter électrique et que les serveurs qui accueillent Facebook, ne naissent pas dans les choux ! Un pays sans usine est un pays mort. Un pays sans ouvrier, sans ingénieur, sans scientifique est un pays mort.

Pierre Laurent secrétaire national du PCF

Plus de 90 000 emplois directs ou indirects sont menacés dans les industries de notre pays par une attaque des marchés financiers et des actionnaires contre nos industries. Des dossiers de restructurations ou de délocalisations, préparés depuis des mois sortent de leur boite depuis la défaite de Sarkozy.

Toutes nos industries subissent un massacre social, au prétexte de la compétitivité, du coût du travail ou du ralentissement économique.
Le gouvernement de François Hollande ne prend pas la mesure de cette attaque en règle.

PCF Parti communiste français — FRONT DE GAUCHE

Nous le savons tous, les causes réelles de cette casse industrielle sont en premier lieu les exigences de rentabilité financière qui entraînent bas salaires, précarité, baisse de l'investissement dans la recherche et le développement.

Les Français, le 6 mai dernier, n'ont pas voté pour cela.

De toute urgence, le gouvernement doit décréter un moratoire sur tous les plans sociaux pour la recherche de solutions alternatives s'appuyant sur les contre-propositions des salariés.

Il doit rapprocher la production industrielle des lieux de consommation et donc investir dans de nouvelles filières correspondantes aux besoins sociaux et écologiques.

Le gouvernement doit pousser, comme le candidat Hollande l'avait promis, à l'adoption d'une loi sur l'interdiction des licenciements boursiers et accorder aux salariés des pouvoirs nouveaux pour réorienter les choix de gestion.

Il s'agit de mobiliser autrement l'argent des entreprises, des banques, des fonds publics et réorienter la BCE pour une utilisation de la monnaie et du crédit favorisant la création, la sécurisation, la promotion de l'emploi, de la formation et des revenus du travail et de remplacement.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom : Prénom :

Adresse :

E-mail : Tél :

Parti communiste français : 2, place du Colonel-Fabien 75019 Paris - Tél. : 01 40 40 12 12 / E-mail : pcf@pcf.fr / Web : www.pcf.fr